

L'appui aérien asymétrique

PAR LE COMMANDANT GARY L. BURG, U.S. AIR FORCE

Les phases initiales de l'opération *Iraqi Freedom* et de l'opération *Enduring Freedom* ont impliqué un important appui aérien rapproché (*Close Air Support* – CAS). Dès l'instant où le champ de bataille a évolué vers une composition plus asymétrique, les demandes de soutien émises par la force au sol en ont fait autant. La plupart des demandes de CAS n'étaient plus des demandes de lancement de munitions sur cible.

En Irak et en Afghanistan, les demandes d'appui aérien tactique par la composante aérienne ont évolué au-delà des rôles traditionnels de CAS et de reconnaissance, créant la nécessité de revoir l'appui aérien que la composante aérienne fournit doctrinalement aux forces au sol.¹ Cet article décrit l'appui aérien asymétrique (*Asymmetric Air Support* – AAS), un nouveau domaine de soutien qui n'est pas mentionné dans la doctrine actuelle, et propose le développement d'une nouvelle doctrine. Il traite également des problèmes qui doivent être résolus pour permettre à toutes les parties impliquées de mieux comprendre le soutien demandé à la composante aérienne, et pose des interrogations concernant ces méthodes vieilles de plusieurs décennies qui n'ont pas évoluées avec la technologie. Il est conçu pour favoriser la discussion autour d'une meilleure utilisation des actifs limités disponibles sans épuiser notre inventaire actuel d'aéronefs ; pour cela l'article examine la doctrine actuelle, identifie la terminologie courante, présente quelques idées non traditionnelles, et aborde la question des drones (*Unmanned Aerial Vehicles* – UAV).

La composante terrestre conduit des opérations couvrant la totalité du spectre, et ses demandes de frappes aériennes tactiques interarmées (*Joint Tactical Air strike Requests* – JTAR) reflètent ces opérations.² Ces dernières

se découpent en quatre éléments : les opérations offensives, les opérations défensives, les opérations de stabilité, et les opérations de soutien civil.³ La composante aérienne reçoit des demandes de CAS basées sur la large gamme des opérations de la composante terrestre et pouvant aller d'une opération "*movement-to-contact*" (opération offensive consistant à développer la situation et à établir ou regagner le contact) jusqu'à la surveillance armée de célébrations religieuses.

Le status quo

La composante terrestre est tout à fait consciente que sous la doctrine actuelle, elle se voit allouer/attribuer des actifs de CAS uniquement en fonction des besoins en CAS.⁴ Le mot *rapproché* dans CAS ne fait pas référence à une distance spécifique, mais plutôt à une situation. Le facteur déterminant est la demande d'une intégration précise du fait de la proximité, de tirs ou d'un mouvement, mais cela répond de moins en moins à ce dont la composante terrestre a besoin pour servir en tant que force stabilisatrice. Dans les environnements actuels en Irak et en Afghanistan, une demande de CAS ayant pour objectif de lâcher des armes très près de forces amies devient un facteur moins important.

Au cours des cinq dernières années, les avions de chasse/bombardiers des forces aériennes de coalition ont évolué pour devenir plus que de simples plateformes chargées de mitrailler/bombarder. Bien sûr, leurs nacelles d'acquisition et de désignation étaient conçues pour utiliser des munitions guidées de précision et pour réduire les dommages collatéraux, mais les capacités inhérentes aux nacelles ont étendu leur rôle, largement utilisé et efficace, dans le domaine de la reconnaissance/surveillance. Malheureusement, l'*U.S. Air Force*

manque d'une infrastructure de renseignements pour exploiter les informations recueillies grâce aux nacelles et à d'autres sources. Pour pouvoir exploiter totalement les renseignements obtenus à partir de séquences vidéo plein écran (*Full-Motion Video – FMV*), la capacité de renseignement de l'*U.S. Air Force* devrait faire partie intégrante de l'escadron, comme se fut le cas d'un escadron RF-4.⁵

Dans les opérations d'aujourd'hui, la composante terrestre a énormément besoin de plateformes de reconnaissance ; certaines personnes ont même qualifié ce besoin de « faim insatiable ». ⁶ Les actifs disponibles sont largement insuffisants pour couvrir les demandes, dont certaines concernent la reconnaissance armée destinée à permettre des frappes immédiates contre l'ennemi au cours d'opérations prioritaires (par exemple, la mise en place de tirs indirects et le placement d'engins explosifs improvisés). Ces demandes n'impliquent pas systématiquement une grande proximité avec les forces amies ou une intégration précise puisqu'il est tout à fait possible qu'aucune opération ne soit menée sur le lieu de reconnaissance proposé. Pourtant, dans l'inventaire de l'*U.S. Air Force* aucun des avions de chasse actuels n'a été conçu pour être une plateforme de reconnaissance FMV. Le F-16C+ (Block 30), un avion notamment utilisé pour la reconnaissance, a remplacé le RF-4 en tant que principale plateforme de reconnaissance armée de l'*U.S. Air Force*, mais il ne possède pas la transmission en temps réel souhaitée par la composante terrestre, qui veut la transmission FMV, en temps réel, qu'elle obtient grâce aux aéronefs équipés du dispositif de récepteur vidéo télécommandé (*Remote Operations Video Enhanced Receiver – ROVER*). Puisque la composante terrestre ne peut pas répondre aux besoins de reconnaissance-soutien avec des actifs organiques ou des plateformes de surveillance et de reconnaissance, elle utilise désormais le processus JTAR pour demander à ce qu'une reconnaissance armée soit effectuée par des actifs de CAS traditionnels. Bien que cela soit désigné sous le nom de CAS pour rester dans les limites doctrinales, cela ne correspond pas au CAS que définirait typiquement la commu-

nauté de la composante aérienne. Malheureusement, les unités d'avions de chasse affectées sur les deux théâtres des opérations doivent fournir de l'appui aérien à la composante terrestre. C'est là que les conflits commencent.

Termes et terminologie

Les termes constitutifs du CAS traditionnel, tels que *ligne avancée des troupes* et ligne de *coordination des feux d'appui*, n'existent souvent pas lorsque les aéronefs fournissent un AAS puisque la composante terrestre a le « contrôle » de l'ensemble de la zone des opérations. L'environnement de CAS actuel, dans le cadre de *Iraqi Freedom* et de *Enduring Freedom*, utilise de nombreux termes nouveaux, tels que surveillance armée/couverture aérienne ; surveillance opportune ; présence aérienne ; effets aériens ; non traditionnelles de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (*NonTraditional Intelligence, Surveillance, and Reconnaissance – NTISR*) ; reconnaissance aérienne ; anti-engins explosifs improvisés (*Counter-Improvised Explosive Devices – C-IED*) ; anti-mortiers ; anti-roquettes ; anti-tirs indirects (*Counter-Indirect Fires - C-IDF*) ; anti-traffic ; contre-insurrection ; identification positive ; FMV ; munitions guidées de précision ; armes à faible dommage collatéral ; démonstration de présence ; démonstration de force ; et ROVER. La publication interarmées 3-09.3, *Joint Tactics, Techniques, and Procedures for Close Air Support (CAS)*, 3 septembre 2003, n'aborde aucun d'entre eux. Pourtant, dans les opérations de coalition actuelles, tous ces termes et abréviations apparaissent dans les JTAR soumises en vue d'obtenir un soutien. Les tâches de la composante aérienne sont tout sauf du CAS traditionnel. Selon celui qui parle, ces tâches ont non seulement des significations/des exigences différentes, mais la façon d'évaluer leurs résultats varie également. Jusqu'à ce que les services se mettent d'accord sur les types de missions qui devraient être soutenus par des actifs d'attaque, il y aura un conflit sur les demandes d'actifs d'attaque, et donc sur la position de la force. Il s'agit du premier pro-

blème que nous devons résoudre au cours du processus de révision de la doctrine.

Casser le moule

Dans la doctrine actuelle, aucun avion de chasse/bombardier chargé de missions de CAS n'a de mission/rôle défini en matière d'NTISR. Les capacités de la nouvelle nacelle d'acquisition et de désignation reliée au dispositif ROVER n'ont pas ajouté de nouveau rôle nécessitant que la communauté des avions de chasse/bombardiers se forme dans l'arène de l'ISR, mais tout le monde sait que les capacités existent. Il est temps d'accepter qu'il est nécessaire de les utiliser, simplement parce que la composante aérienne n'a pas suffisamment d'UAV dans son inventaire pour satisfaire les demandes. Du point de vue de l'équipage d'un avion de chasse, il ne s'agit pas d'une utilisation appropriée de sa plateforme d'armes, mais selon la perspective de la composante terrestre, il s'agit d'une grande capacité qu'elle veut utiliser.

Si l'*U.S. Air Force* admettait la capacité d'NTISR de ses avions de chasse/bombardiers et acceptait de soutenir la composante terrestre grâce à ces actifs capables de tenir ce rôle, alors la moitié de la controverse disparaîtrait. Cependant, en faisant cela, quelques problèmes à long terme émergeraient, affectant la capacité de la flotte à répondre aux exigences de durée de vie de sa cellule. Il y aurait également le problème d'arriver à ce que les communautés des avions de chasse et des bombardiers acceptent cela comme un rôle viable. Les actifs aériens tactiques sont composés de plateformes de reconnaissance onéreuses. L'*U.S. Air Force* et l'*U.S. Army* doivent considérer l'utilisation prévue et finale des actifs de l'*U.S. Air Force*, et déterminer si les effets l'emportent sur le manque de rentabilité. Les leaders de l'*U.S. Air Force* doivent également prendre quelques décisions difficiles concernant les rôles que nos actifs de CAS soutiendront. Cela pourrait signifier de limiter les actifs de CAS aux rôles de CAS et de supprimer leurs rôles d'ISR. Il est important que nous nous rappelions que la composante ter-

restre est la composante soutenue (le client) et que la composante aérienne est la composante soutenante (le fournisseur). Quels besoins sont prioritaires : le besoin en ISR de l'*U.S. Army*, ou le besoin de l'*U.S. Air Force* de maintenir la durée de vie de la flotte d'appui aérien tactique ?

Même si la composante aérienne ne peut actuellement pas répondre à toutes les demandes de la composante terrestre, la plupart des retours formulés par cette composante ont été positifs. D'un autre côté, les équipages ne semblent pas être satisfaits de l'appui qu'on leur demande de fournir. Les communautés des avions de chasse et des bombardiers ont l'impression de gaspiller une grande partie du temps de vol à chercher une aiguille dans une meule de foin.

La composante terrestre demande à ce que la reconnaissance armée ait l'un des deux effets suivants : trouver l'ennemi ou le dissuader/l'empêcher d'agir. Lorsqu'elle charge la composante aérienne d'effectuer des missions de type C-IDF ou C-IED, elle espère que la cellule d'appui prendra l'ennemi sur le fait et sera capable de neutraliser la menace ou de l'empêcher d'utiliser les IDF ou IED. Si l'aéronef chargé du soutien atteint l'un de ces objectifs, la mission est réussie. Malheureusement, le rôle de prévention n'est pas bien reconnu par les avions de soutien pilotés. Les rapports des missions de type C-IDF ou C-IED indiquent généralement que rien n'a été accompli et que l'avion a perdu du temps à exécuter la tâche demandée. La mesure du mérite devrait être faite à partir du point de vue du client. Si la composante aérienne produisait l'effet désiré, du point de vue de la composante terrestre, alors la mission serait un succès.

Certains individus ont suggéré que la composante aérienne devienne le commandement soutenu dans la cadre de certaines opérations que la composante terrestre ne peut pas couvrir totalement – rôles opérationnels anti-traffic/de contrôle des frontières, par exemple.⁷ L'Irak et l'Afghanistan ont de longues frontières non gardées, sans barrières naturelles pour diriger les trafiquants vers un point où les forces au sol peuvent les empê-

cher de passer. Il est impossible pour la composante terrestre d'avoir le contrôle total de ces vastes étendues de frontière. Certaines de ces zones ne peuvent être contrôlées qu'en désignant la puissance aérienne comme le commandement dirigeant et soutenu.⁸ Pourtant les leaders de la force opérationnelle interarmées/de la composante terrestre semblent ne pas apprécier le fait de pouvoir se retrouver dans un rôle de soutien. Donc, ils ne tirent pas tous les bénéfices des capacités des plateformes, comme le système radars interarmées de surveillance et d'attaque d'objectif (*Joint Surveillance Target Attack Radar System* – JSTARS) et les UAV, et donc nous ne sommes pas totalement efficaces dans les rôles opérationnels de contre-traffic/de contrôle des frontières. En conséquence, les leaderships aérien et terrestre ont une mauvaise compréhension de la relation soutenu/soutenant. Dans le cadre d'une mission de stabilisation, un partenariat égal est un pré-requis au succès de certaines missions. Dans une mission de stabilisation, l'affectation à un rôle de soutenant ou de soutenu n'empêche pas un partenariat égal. La réticence des leaders terrestres à reconnaître cela les condamne à se situer en deçà de leurs possibilités dans le spectre complet de l'AAS.

Du point de vue de la composante terrestre, la composante aérienne ne peut pas contrôler la frontière puisqu'elle n'est pas une force opérationnelle terrestre. Les forces aériennes peuvent produire des effets au sol, mais sauf dans le cas d'une frappe nucléaire, ces effets sont généralement temporaires. Il s'agit d'un problème d'effectifs, la composante terrestre n'a tout simplement pas assez de troupes. La puissance aérienne est un important multiplicateur de force, néanmoins elle devrait être appliquée d'une façon chirurgicale lorsqu'elle s'intègre aux forces au sol. Les systèmes de renseignements, opérationnels, et de commandement et contrôle de l'*U.S. Air Force* ne sont pas appropriés pour prendre la direction d'opérations au sol. Le service soutenu est généralement celui qui accepte de prendre le plus de risques. Un partenariat égal équivaldrait à un niveau de contribution ou de risque égal. Actuellement, en Irak et en

Afghanistan, cela n'est pas le cas. La question devient donc : la composante aérienne souhaite-t-elle ou est-elle capable de fournir un soutien sur la totalité du spectre des opérations ? Là encore, du point de vue de la composante terrestre, dans le cadre de son rôle de soutien, c'est ce pour quoi la composante aérienne a signé. Donc, elle devrait être d'accord pour fournir un appui aérien sur la totalité du spectre.

Nous devons également tenir compte de la façon traditionnelle dont l'*U.S. Air Force* utilise l'avion de chasse. Dans les limites de l'actuel mode opérationnel de l'avion de chasse, une formation de deux équipages est l'élément de manœuvre le plus petit. Le principal concept derrière cette formation – support mutuel – est basé sur la réaction à la menace. Lorsque l'aéronef fonctionne sous la forme d'une plateforme chargée de fournir du CAS, l'élément de manœuvre minimum devrait être conservé, mais lorsqu'il est demandé à un avion de chasse / bombardier d'assurer un rôle d'ISR, cela n'est peut-être pas nécessaire. En l'absence de menaces aériennes et avec des menaces minimales au sol (tirs de petits calibres et éventuelles grenades propulsées par roquette), les avions de chasse devraient être capables d'opérer avec un seul équipage. L'*U.S. Navy*, l'*U.S. Marine Corps* et quelques avions de chasse de la coalition fonctionnent d'ores et déjà ainsi lorsqu'ils se trouvent à moins de 96 km de leurs ailiers. Il est temps pour l'*U.S. Air Force* d'envisager ce mode opérationnel lorsqu'elle est chargée d'un rôle d'ISR. Là encore, l'*U.S. Air Force* doit accepter sa capacité en matière d'ISR, ce qui permettrait une utilisation plus efficace de ses actifs et une plus grande capacité de soutien à la composante terrestre.⁹

Les drones, leurs rôles et capacités

La reconnaissance joue un rôle essentiel dans une mission d'appui aérien intervenant dans le cadre d'une stabilisation nationale. Les UAV MQ-1 *Predator* et MQ-9 *Reaper* fournissent tous les deux une FMV de grande valeur au commandant au sol et à la commu-

nauté ISR. Malheureusement, les actifs disponibles sont largement insuffisants pour couvrir les demandes. La composante terrestre est tout à fait consciente des capacités offertes par les actifs FMV de la composante aérienne. Lorsqu'elle ne peut pas obtenir un support FMV grâce à des actifs organiques, ou par l'intermédiaire de demandes de divisions ISR auprès du centre des opérations aériennes et spatiales de la coalition, la composante terrestre utilise le processus de demande JTAR. C'est la raison primaire pour laquelle des demandes de reconnaissance/surveillance traditionnelles sont transmises aux actifs à voilure fixe pilotés, chargés du CAS, qui possèdent ces capacités ISR inhérentes.

L'armement du *Predator* et du *Reaper* a fait d'eux des actifs viables, polyvalents, qui peuvent se voir assigner des missions d'ISR ou de CAS. Cependant, il leur manque la capacité de mitrailler, ce qui limite leurs options dans le domaine de l'escalade de la force. Si nous avions un appui illimité de *Predator* et de *Reaper* armés, et si le spectre de la fréquence pouvait prendre en charge les liaisons de données, alors nous aurions une bonne chance de réduire significativement le nombre d'actifs à voilure fixe pilotés, sur le théâtre. Une mission menée par un *Predator* peut fournir jusqu'à 12 heures de couverture continue, sans ravitaillement, alors qu'il faudrait quatre formations de deux équipages d'avions pilotés volant par fenêtres de trois heures, et utilisant 113 000 kilos d'essence pour couvrir la même plage horaire. Nous pourrions, au moins, largement réduire le nombre d'heures de vol des actifs à voilure fixe pilotés, réduisant ainsi de façon significative le nombre de ravitaillements en vol.

Conclusion/Questions

Traditionnellement, le CAS a été défini comme le fait de lancer des armes sur cible à proximité des forces amies, mais il ne s'agit pas de la façon dont la grande majorité des actifs aériens tactiques de la composante aérienne est utilisée au cours des missions de stabilisation actuelles. Cela ne signifie pas

que les forces au sol n'ont pas besoin de notre soutien, d'autant que la plupart de nos plateformes d'armes ont de multiples capacités, mais les actifs ISR armés peuvent fournir du CAS, et l'ISR ne nécessite pas d'avoir des formations à deux équipages. Il est désormais temps de revoir notre doctrine officielle pour y intégrer les forces au sol. L'*U.S. Air Force* doit analyser quelle est la meilleure façon de soutenir les demandes pour l'emporter dans un environnement de contre-insurrection. Les leaders de l'*U.S. Air Force* et du ministère de la Défense doivent répondre aux questions suivantes :

1. Quel est le juste milieu entre le soutien de la composante terrestre avec des actifs aériens qui ont de multiples capacités, et le maintien de la flotte de combat dans les rôles pour lesquels elle a été conçue ?
2. A quel prix l'*U.S. Air Force* souhaite-t-elle utiliser ses plateformes de CAS pour mener à bien des missions d'ISR ?
3. Pendant combien de temps la flotte pourra-t-elle continuer à voler à son rythme actuel, et quelles sont les implications à long terme ?
4. Quelles sont les implications et les exigences en matière de formation découlant de l'utilisation d'actifs de CAS dans le rôle d'ISR, et de plateformes ISR armées dans le rôle de CAS ?
5. La mission de stabilisation/AAS implique-t-elle la création d'une nouvelle cellule assurant tous les rôles (fournir de la FMV, bombarder, mitrailler, et surveiller pendant de longues heures sans avoir besoin du soutien d'un avion-ravitailleur) ?

Pour commencer à répondre à ces questions, je suggère que nous arrêtions immédiatement d'utiliser des avions de chasse (plateformes de CAS) dans des rôles de C-IED et C-IDF, et que nous limitions leur utilisation au rôle de reconnaissance armée/de NTISR. Je renverrais tous les *Predator* sous le contrôle du commandant de la composante aérienne

de la force multinationale et les distribuerais de façon équitable entre les ISR et les CAS. Dans le rôle de CAS, nous utiliserions ces *Predator* avant tout pour des missions de C-IDF et C-IED. Je limiterais les avions de chasse à voilure fixe aux opérations directes de la composante terrestre à l'extérieur des bases aériennes ou des bases opérationnelles avancées (CAS traditionnel) et placerais des avions de chasse en alerte au sol sous 15 minutes (un ensemble à deux équipages) sur des bases stratégiquement situées dans les deux zones de responsabilité en Irak et en Afghanistan.

En me basant sur les opérations actuelles que nous menons dans ces deux pays, je chercherais immédiatement à modifier la plateforme ISR actuelle pour avoir un rôle alterné dans la mission de CAS, ou à développer une nouvelle plateforme polyvalente (pilotée ou non) qui pourrait opérer dans un environnement où la supériorité aérienne n'est pas forcément nécessaire.

L'*U.S. Air Force* doit allouer et utiliser ses ressources avec sagesse. Il est temps de faire en sorte que cela se produise si nous voulons préserver la longévité de notre flotte. □

Notes

1. Le terme *composante aérienne* inclut les avions de chasse à voilure fixe pilotés, et les bombardiers de l'*U.S. Air Force*, de l'*U.S. Marine Corps*, et de l'*U.S. Navy*, ainsi que les aéronefs de la coalition dont le contrôle tactique revient au commandant de la composante aérienne de la force multinationale.

2. Le terme *composante terrestre* fait référence aux forces terrestres américaines, irakiennes, afghanes, et de coalition.

3. L'*U.S. Army* définit son concept opérationnel des opérations couvrant la totalité du spectre de la façon suivante : « Les forces de l'*U.S. Army*, en tant que membre d'une force interarmées interdépendante, combinent simultanément les opérations offensives, défensives, et de stabilité ou de soutien civil pour obtenir, retenir et exploiter l'initiative, en acceptant de prendre un risque considéré pour créer des opportunités d'obtenir des résultats décisifs ». Manuel de service en campagne 3-0, *Operations*, février 2008, 3-1, [http://usacac.army.mil/cac2/repository/materials/FM3-0\(FEB%202008\).pdf](http://usacac.army.mil/cac2/repository/materials/FM3-0(FEB%202008).pdf).

4. Publication interarmées 3-09.3, *Joint Tactics, Techniques, and Procedures for Close Air Support* (CAS), 3 septembre 2003 [incorporant la modification 1, 2 septembre 2005], ix, http://www.dtic.mil/doctrine/jel/new_pubs/jp3_09_3ch1.pdf.

5. Colonel Jay B. Silveria, grand quartier général des puissances alliées, Europe, Commandement européen, Belgique, à l'auteur, communication personnelle, 4 mars 2008.

6. Commandant Bruce Munger, directeur des opérations, 20^e escadron des opérations d'appui aérien, et instructeur contrôleur aérien tactique interarmées, Opération *Iraqi Freedom*, octobre 2007-avril 2008, à l'auteur, communication personnelle, 5 février 2008.

7. Colonel Seth P. Bretscher, chef des opérations de combat, Élément de la composante aérienne de la force internationale d'assistance à la sécurité, Kabul, Afghanistan, à l'auteur, communication personnelle, 17 février 2008.

8. Ibid.

9. Silveria à l'auteur, communication personnelle.

Major Gary L. Burg

L'auteur est le responsable de la principale cellule de planification d'attaque aérienne, Centre multinational des opérations aériennes et spatiales, à la base aérienne d'Al Udeid, Qatar

Visitez notre site web

http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp